

*Initiatives ministérielles*

santé et du bien-être des gens du Nouveau-Brunswick et du Canada.

Lorsque le projet de loi sera adopté, ce sera la troisième fois que le gouvernement conservateur s'en prend au Financement des programmes établis depuis 1986. Les coupes dans le FPE entre 1986 et 1995 totaliseront 31,1 milliards de dollars, dont 22,2 milliards auraient dû être affectés aux soins de santé, et 8,9 milliards, à l'enseignement postsecondaire.

Il est difficile d'imaginer que le gouvernement puisse s'en prendre aussi sauvagement à l'éducation au Canada, surtout après avoir entendu le premier ministre dire ce qui suit à une assemblée générale du Parti conservateur en août dernier, et je cite:

Le gouvernement fera sa juste part pour voir à ce que tous les jeunes Canadiens reçoivent une éducation de premier ordre parce qu'ils doivent relever un défi mondial.

La tragédie, c'est que les mesures prévues dans ce projet de loi viennent contredire les paroles du premier ministre. À un moment où les effectifs des étudiants connaissent une hausse de 35 p. 100 et où les budgets de fonctionnement accusent une baisse de 19 p. 100, les mesures prises par le premier ministre sont un véritable désastre pour l'enseignement postsecondaire au Canada.

Le projet de loi C-69 est une autre preuve de l'incapacité du gouvernement de régler les problèmes auxquels les étudiants et les jeunes Canadiens sont confrontés. À cause de ce projet de loi, le secteur de l'enseignement postsecondaire se verra obligé de prendre des mesures sévères qui pourraient inclure notamment des hausses de taxes et une augmentation des frais de scolarité en général.

Je crois que les représentants de l'Association canadienne des professeurs d'université ont bien résumé la situation lorsqu'ils ont déclaré que le dernier budget ridiculisait l'engagement du gouvernement fédéral envers les jeunes de notre pays et que l'ampleur des réductions était insupportable.

Il est évident que les provinces pourraient puiser dans leurs recettes générales pour compenser les coupes effectuées par le gouvernement fédéral dans le programme de partage des coûts. Toutefois, lorsqu'il y a réduction des transferts fédéraux aux provinces, cela se répercute généralement sur les budgets des universités et ce sont les étudiants qui finissent par en souffrir.

En février dernier, l'Association des universités et collèges du Canada a avisé le ministre des Finances, dans un document qu'elle lui a présenté avant le budget, que la réduction des paiements de transfert prévus dans le cadre du Financement des programmes établis nuirait à

la capacité des provinces de subventionner les universités qui ont trop d'étudiants et pas assez de fonds.

Dans ce même document, l'Association des universités et collèges du Canada signalait que les fonds versés par le gouvernement fédéral au titre de l'enseignement supérieur ont diminué de 20 p. 100 depuis 1977, alors que le nombre des étudiants ont augmenté de 35 p. 100 au cours de la même période. Si cette tendance se maintient, il est fort possible que la politique des subventions de contrepartie, selon laquelle le gouvernement fédéral accorde aux universités des subventions égales à celles qu'elles reçoivent de sources privées, ne soit pas renouvelée lorsqu'elle prendra fin en 1991.

Il est clair que, à cause de ses politiques, le gouvernement est en train de créer un système où seuls les étudiants venant de milieux aisés pourront poursuivre des études supérieures. Ça me fend le cœur de penser que le Canada que nos ancêtres ont créé, un pays accueillant, pacifique, juste et tolérant sera devenu une société élitiste où seuls quelques privilégiés pourront espérer bénéficier des études supérieures. Cette tendance est contraire à la tradition canadienne et le gouvernement devra répondre de ses actes.

• (1740)

Qu'il n'oublie pas que le Canada est un pays qui accorde de l'importance à l'égalité des chances et à la justice sociale. Tout gouvernement qui remet ces principes en question doit en subir les conséquences.

Si le gouvernement pense qu'il a eu des problèmes avec les personnes âgées quand il a essayé de désindexer leurs pensions, attendez que les étudiants commencent à protester contre ces coupes et contre le traitement que ce projet de loi leur réserve.

Le gouvernement dit tout le temps que le Canada doit pouvoir faire face à la concurrence dans une économie mondiale, qu'il doit investir davantage dans la recherche et le développement et qu'il veut remettre le Canada sur la bonne voie après des années d'incurie libérale, mais les faits démontrent clairement qu'il croit à la survivance des plus aptes et que les autres doivent se débrouiller tout seuls.

Le problème du gouvernement, c'est qu'il aime trop le pouvoir. Il sait qu'il a l'intention de sabrer les programmes sociaux, mais il n'est pas capable de le dire franchement aux électeurs canadiens parce qu'ils le rejettent. Le mensonge ne paie pas. Les Canadiens en ont assez d'un gouvernement qui fait le contraire de ce qu'il dit depuis six ans. Les sondages montrent même que ce gouvernement est le plus impopulaire de notre histoire. Les Canadiens clament leur insatisfaction. Cela me rap-